

DANS CE NUMÉRO...

UNE SOCIÉTÉ TOUJOURS
EN MAL DE JUSTICE SOCIALE P. 2

PAR ANDRÉE NORMANDEAU

LUTTE À LA PAUVRETÉ :
LA VALSE DES PARADOXES ! P. 3

PAR LORRAINE DESJARDINS

RECUIS DES CONDITIONS
DE VIE DES FEMMES AU
QUÉBEC EN 2015 P. 5

PAR VALÉRIE GILKER LÉTOURNEAU,

PENSER UN SALAIRE MINIMUM
QUI RÉPOND AUX BESOINS
DES TRAVAILLEURS PAUVRES P. 7

PAR MINH NGUYEN

VERS UN REHAUSSEMENT
DU SALAIRE MINIMUM À 15\$
AU QUÉBEC P. 9

PAR MÉLANIE GAUVIN

BUDGET FÉDÉRAL : QUOI
DE NEUF POUR LES FAMILLES ? P. 11

PAR LORRAINE DESJARDINS

Équipe du Bulletin

Lorraine Desjardins
Laurence Lagouarde
Sylvie Lévesque

Mise en page

David Bombardier

Collaborations

Andrée Normandeau
FAFMRQ

Valérie Gilker

Létourneau

L'R des centres de
femmes du Québec

Minh Nguyen

Institut de recherche
et d'informations
socio-économiques

Mélanie Gauvin

Au bas de l'échelle



Fédération des associations
de familles monoparentales et recomposées du Québec

584, Guizot Est,
Montréal (QC) H2P 1N3
Tél. : (514) 729-MONO (6666)
Télec. : (514) 729-6746

Site Internet
www.fafmrq.org
Courriel
fafmrq.info@videotron.ca

UNE SOCIÉTÉ TOUJOURS EN MAL DE JUSTICE SOCIALE

Par Andrée Normandeau | PRÉSIDENTE



Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'année qui vient de se terminer n'a pas été de tout repos pour celles et ceux qui militent en faveur d'une plus grande justice sociale! Pour la FAFMRQ, en tout cas, ça a résulté en beaucoup d'heures passées dans la rue (à manifester), mais aussi à réagir par écrit, (sous forme d'avis, de mémoires et de communiqués), aux diverses décisions gouvernementales. Je vous ai déjà parlé des effets désastreux des mesures d'austérité dans le milieu scolaire où je travaille... Cette fois-ci, j'aimerais aborder les impacts des coupures, tant dans les services publics que dans les programmes sociaux, sur les organismes communautaires, dont les membres de la Fédération. En effet, ils sont nombreux à devoir répondre à des situations de plus en plus complexes vécues par les personnes et les familles qui frappent à leur porte. Il arrive même que les organismes doivent accueillir des personnes aux prises avec des problèmes de toxicomanie ou d'importants problèmes de santé mentales. Or, même si elles sont pleines de compassions et désireuses d'aider leurs semblables, les personnes qui travaillent au sein de nos organismes n'ont ni les ressources, ni la formation pour prendre en charge de telles problématiques!

Dans ce dernier numéro du *Bulletin* avant la période estivale, vous trouverez encore une fois des articles d'actualité. D'abord, Lorraine Desjardins, agente de recherche et de communication de la FAFMRQ, aborde les paradoxes qui existent entre les supposées intentions gouvernementales d'améliorer les conditions de vie des personnes et des familles québécoises et les mesures d'austérité qu'il met de l'avant. Faisant écho à ce constat, un article de Valérie Gilker Létourneau, nous présente un

excellent résumé de l'étude publiée récemment par *L'R des centres de femmes* et qui rend compte des effets délétères de l'austérité sur les conditions de vie des femmes. Pour sa part, Minh Nguyen, de *l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques*, nous fait découvrir en quoi consiste le concept de « salaire viable » et de quelle façon il est lié à la campagne en train de prendre forme autour d'un salaire minimum à 15\$ l'heure. D'ailleurs, les tenants et aboutissants de cette campagne n'auront plus de secrets pour vous après avoir lu l'article de Mélanie Gauvin, travailleuse de l'organisme *Au bas de l'échelle* et responsable du *Front de défense des non-syndiqué(e)s*! Enfin, un dernier article de Lorraine Desjardins tentera de mieux cerner les gains réalisés pour les familles dans le premier budget fédéral depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Justin Trudeau.

Le ministre de la Famille a beau avoir récemment accordé 1 million de dollars de financement supplémentaire aux organismes communautaires Famille (ce qui est bien peu comparé aux 60 millions \$ octroyés au Dr Julien!), ces derniers demeurent à bout de souffle, tout comme une majorité d'organismes communautaires autonomes au Québec. C'est d'ailleurs ce qui est ressorti de la *Commission populaire pour l'ACA* qui s'est promenade dans les régions et qui a permis à des centaines d'organismes locaux, régionaux et nationaux de témoigner de leurs dures réalités. En bout de ligne, ce sont d'abord et avant tout les plus démunis(e)s qui payent de leur santé physique et mentale pour les choix inéquitables de nos gouvernements... Le Québec est désespérément en mal de justice sociale!